

**Initiative pour la Transparence dans
les Industries Extractives du Sénégal**

Le Comité National

COMPTE RENDU DE LA DEUXIEME REUNION ORDINAIRE DU GMP SUR LE SUIVI DU PROCESSUS

07 AOUT 2015

Les membres du groupe multipartite de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives du Sénégal se sont réunis le vendredi 07 août 2015 à 10 heures, au siège du Secrétariat Permanent pour examiner l'ordre du jour suivant :

- Information sur le renouvellement du GMP
- Etat d'avancement et évaluation du processus de collecte des données ITIE
- Point sur la mise en œuvre du plan d'action ITIE 2015
- Présentation du projet de rapport d'activités annuel
- Visite d'échange au Ghana
- Etude pilote sur l'intégration des données ITIE dans les rapports gouvernementaux
- Informations à partager
- Présentation de Kosmos Energy

Le Président de séance, le Professeur Ismaila Madior Fall a procédé à la lecture de l'ordre du jour qui a été réaménagé, puis validé. La liste des participants est attachée au compte rendu (cf. la feuille de présence)

1) Sur le renouvellement du GMP, le Secrétaire Permanent (M. Toure) a rappelé le principe du renouvellement au tiers, aux niveaux des collèges de la société civile et du privé pour garder la dynamique du processus en construction. Il a informé qu'après concertations, le président de la Chambre des Mines de même que celui du collège de la Société Civile ont fait parvenir leurs lettres au Président du Comité national. Ainsi pour le secteur privé, nous avons Iamgold, représentée par Marie Diop qui remplace M. David Mbaye de Randgold, Sococim représentée par M. Moctar Diaw, GCO représentée par M. Bruno Delanoue et SGO représentée par Mme Prisca Piot. Pour la société civile, Messieurs Aly Sagne et Paul Dominique Corrèa cèdent leur place à M. Mor Khouma de Kédougou et M. Abdoul Aziz Diop de Thiès. Une liste définitive sera publiée dès que sera désigné le second représentant de l'Assemblée Nationale comme, le prévoit le décret. Le Président a soulevé le cas des ministères de l'Intérieur, de l'Agriculture et de la Culture qui ne sont pas directement intéressés par l'ITIE. A ce sujet, les membres du Comité national ont convenu de diligenter une modification du décret.

2) Concernant l'état d'avancement de la collecte, M. Touré a présenté la situation suivante:

Périmètre des entreprises

Pour le secteur des hydrocarbures :

en 2012, sur les 11 entreprises du périmètre 4 seulement ont déclaré et en 2013, sur les 13 entreprises retenues dans le périmètre 6 ont déclaré.

Pour le secteur minier :

en 2012, sur les 26 entreprises 4 seulement n'ont pas déclaré il s'agit d'Arcelor Mittal, de Ciment du Sahel, de Gécamines et de la Société Africaine des Verres et une entreprise avait vu son permis annulé.

Pour 2013, un périmètre de 25 entreprises a été retenu et ces mêmes entreprises n'ont pas déclaré. Le Secrétaire Permanent pense que le taux de participation est assez positif au niveau du secteur minier pour un premier exercice. Au niveau des entreprises minières de façon générale l'engagement a été fort tandis que des efforts sont à faire du côté des hydrocarbures. Le faible niveau de participation du corps pétrolier s'explique par le niveau de dialogue relativement faible, dû à l'instabilité institutionnelle.

Du côté de l'Administration

Tous les participants ont reconnu que du côté de l'Administration l'engagement a été très fort, tous les services de l'Etat concerné ont participé. A la lumière de ce qui a été présenté, M. Toure a proposé quelques points de discussion :

- le niveau de participation (mines/hydrocarbures) contraintes et recommandations ;
- Qualité des données aux niveaux privés et administration (certification, attestation) ;
- Rôle des parties prenantes (Secrétariat, GMP, Administration Indépendant)

Dans leurs interventions, les représentants des compagnies ont tous soulevé le problème lié à la certification. Selon eux les auditeurs certifient des comptabilités d'engagement alors que dans le cadre de l'ITIE c'est une comptabilité de trésorerie qui est demandée. L'exercice a été jugé difficile mobilisant du personnel, et des dépenses supplémentaires. Dans les discussions, M. Delanoue de la société Grande Cote Opérations a indiqué que la période allant de Janvier à avril n'est pas bonne pour remplir les formulaires car elle coïncide avec la période où les cabinets d'audits font des audits internationaux, produisent leur fiscalité en normes Syscoa et Ohada. Prenant la parole, le Secrétaire Permanent a rappelé que la certification est une exigence de l'ITIE, et qu'il doit être possible de développer des mécanismes pour gérer ces questions de façon à atténuer les coûts pour les entreprises, l'Administration, le Secrétariat et même pour l'Administrateur Indépendant. En créant un espace ITIE au sein de chaque entreprise et en faisant un classement au fur et à mesure, il serait possible d'atténuer les contraintes. En tout état de cause, le secrétariat international n'accepterait pas que le Sénégal soit une exception, là où d'autres pays se conforment à l'exigence de certification.

Au niveau de l'Administration, les points focaux ont partagé les difficultés rencontrées lors de la collecte des données.

M. Raymond Sagna de la DMG, a évoqué le déficit en ressource humaine d'une part, et d'autre part, les déficiences du système de gestion du cadastre. Selon lui certaines informations ne pouvaient être complétées car le système ne le permettait pas. Cette situation est entrain d'être corrigée

pour anticiper sur les déclarations du rapport prochain avec la création d'un document avec le logiciel access où tous les documents concernant l'ITIE seront enregistrés.

M. Mor FALL de la DGID, a expliqué que son service avait la charge de travail la plus importante car fallait d'abord rechercher l'information, la saisir avant de renseigner le formulaire. Ce travail a dû mobiliser plusieurs équipes, dont en particulier celle du centre des grandes entreprises, et les centres fiscaux de Mbour, des Almadies, etc.

Pour la Douane, M. Massène Gadiaga déclare que la période de collecte a coïncidé avec leur déménagement dans leurs nouveaux locaux au Bloc des Madeleines. C'est pourquoi, ils ont été confrontés à un problème d'accès à la base de données. Cependant, il considère que la Douane est assez outillée pour l'exercice. Mais, la seule contrainte serait d'ordre logistique et Il a été demandé un appui qui leur permettrait de travailler plus efficacement à distance.

A son tour, Monsieur Gorgui FALL, représentant du Trésor a fait part des contraintes rencontrées par son service. Selon lui, la comptabilité des recettes est orientée vers la nature de la recette et ne fait aucune allusion au contribuable. Donc, il fallait récupérer un rôle volumineux au niveau de la DGID, avant de solliciter les perceptions régionales qui vont à leur tour, rechercher l'information dans des registres tenus manuellement. Cette manière de travailler pouvait comporter d'énormes risques d'omission.

Il a aussi soulevé le problème de la collaboration puisque nombre de comptables publics ne connaissent pas l'ITIE, ou ne sont pas sensibilisés sur ses enjeux.

Les membres du GMP et notamment la société civile, pensent que la transparence à un coût et qu'il y a un suivi à faire pour évaluer les problèmes soulevés par les différents acteurs et envisager le soutien nécessaire pour les surmonter.

Recommandations:

- Anticiper sur le processus de collecte des données
- Apporter un appui logistique aux administrations
- Examiner les possibilités d'Informatiser les bases de données du Trésor pour la bonne marche de l'ITIE
- Faire un plaidoyer/sensibilisation au niveau des services du Trésor pour une meilleure collaboration.

3) **Point sur la mise en œuvre du plan d'action** le SP a souligné le fait qu'une partie des activités liées à la publication des rapports a été reportée du fait du report de la publication des rapports. La publication des contrats a été reportée aussi et une discussion sur cette question devra être lancée prochainement avec les administrations et avec la Chambre des Mines. Il a aussi soulevé d'autres activités non prévues par le plan d'action mais réalisées dans le cadre de l'ITIE. Il s'agit essentiellement de la mise en place du cadre de concertation à Kédougou et de la participation à la réunion des

coordonnateurs ITIE des pays d'Afrique Francophone à Abidjan durant le mois de juillet. Il a informé le GMP que les prochaines échéances s'annoncent plus difficiles au fur et à mesure qu'on avance dans le processus. Désormais, les actions à réaliser ne dépendent plus exclusivement du CN-ITIE comme les ateliers, mais nécessitent l'intervention des administrations et de structures tiers. Dans ce contexte, les commissions devront jouer un rôle plus important

Recommandation :

Renouveler et redynamiser les commissions sur la base de la nouvelle composition du GMP, pour mieux soutenir la mise en œuvre efficace du plan d'action.

4) Point sur la présentation du projet de rapport annuel (voir rapport)

Le Secrétaire Permanent a présenté la structure du rapport et sollicité les contributions du GMP afin de rendre l'exercice participatif. Il a indiqué que le rapport serait soumis prochainement et intégrerait les contributions des membres.

S'agissant du rapport financier, le Secrétaire Permanent a aussi mis l'accent sur les ressources additionnelles allouées par la Banque Mondiale pour un montant de 145.000\$ dont 50.000\$ sont destinés au réseau des parlementaires sur la gouvernance des ressources minérales.

Dans les commentaires, M. Yade de la société civile a demandé une version consolidée du budget de l'ITIE, tous bailleurs confondus. Le Président du Comité a informé qu'un audit des comptes de l'ITIE financés par la BM venait d'être bouclé et que le rapport était plutôt positif. Les membres du GMP ont salué cette initiative et demandé qu'un audit global des financements de l'ITIE puisse être effectué.

Recommandation

Faire un audit global des finances de l'ITIE

5) Voyage d'étude

Pour ce qui est du voyage d'étude au Ghana, M. Touré a mentionné que la période retenue est du 25 août au 1^{er} septembre. C'est une délégation conjointe avec le réseau des parlementaires. Six places sont disponibles pour le Comité national, et la répartition proposée est la suivante. Un représentant pour la Société civile, un pour le privé, deux pour l'administration (le point focal de la DGID et la Directrice des Hydrocarbures) une place pour le secrétaire permanent et une autre place pour le Président. Monsieur Touré a indiqué qu'un deuxième membre de la société civile était pressenti, en l'occurrence M. SEYDI Gassama, dont la participation serait financée par la Fondation FORD.

Les membres ont approuvé la proposition et désigné les personnes qui allaient participer à la mission.

6) Etude pilote: il s'agit d'un projet initié par le Secrétariat International de l'ITIE dont l'objectif principal est d'évaluer et de tester différentes options pour l'intégration de la divulgation des informations requises par la Norme ITIE dans les systèmes gouvernementaux en vue de maintenir un processus de déclarations ITIE en temps opportun et de façon complète et fiable. Les pays participants au projet pilote produiraient des Rapports ITIE qui pointeraient à l'endroit où l'information est disponible et évalueraient leur fiabilité, leur exhaustivité et la facilité d'utilisation des données disponibles.

Le GMP souhaite étudier la question de façon sérieuse en procédant à une petite consultation des parties prenantes gouvernementales avant d'envoyer une réponse au Secrétariat. Il a été rappelé que, plusieurs questions traitées par l'ITIE devraient se retrouver dans les rapports gouvernementaux produits par les ministères des mines, de l'Energie ou de l'Economie et des Finances. Malheureusement, les rapports ne sont pas toujours produits.

7) Point sur les informations à partager

Selon le SP il s'agit spécialement du Recrutement d'un gestionnaire de données en l'occurrence M. Paye et de celui pour l'Appui au réseau des parlementaires. Pour le Réseau sur la gouvernance minière la Banque Mondiale a décidé que l'ITIE assure la gestion administrative de ce financement.

Recommandation

Envoyer une correspondance au Président de l'Assemblée Nationale pour l'informer du financement de la Banque mondiale au Réseau des Parlementaires sur la gouvernance des ressources minérales.

8) Présentation sur Kosmos

Une Présentation de la structure ainsi que celle de leur bloc pétrolier a été faite. La représentante de Kosmos Mme Sophie Durham a indiqué que l'entreprise a obtenu son premier permis au Sénégal en 2014, et elle est actuellement présente dans la zone de Kayar et Saint Louis Offshore.

L'ordre du jour ayant été épuisé, la séance fut levée vers 13h.

Président de Séance
Le Président
Professeur Ismaila M. Fall



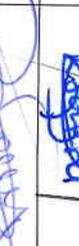
Pr. Ismaila Madior FALL

Secrétaire de séance
Mariane Ndiaye

REUNION DU COMITE NATIONAL DE L'ITIE SUR LE SUIVI DU PROCESSUS:

FEUILLE DE PRESENCE LUNDI 07 AOUT 2015

N°	Prénom Nom	Structure	Fonction	Contact	Emargement
1.	Khadidiatou Sma mb BRO P	DEEC / MEDD	Coordonatrice cellule Affaires Aig	77 656 38 80	
2.	Idralime YADÉ	CONGAD	Représentant	776388775 jeygato@saigp.sn	
3.	Marsène GADJAGA	DGID	Représentant	776515024	
4.	Elhadji Biaga GENGHOR	DGB	Représentant	775484217	
5.	MOUSSA SENE	KOSMOS ENERGY	Représentant	77 099 28 14	
6.	sophie Durham	Kosmos Energy	Représentant	+44 7814 555 130	
7.	Mox FALL	DGID	Représentant	77 819 0338	
8.	Cheikh T Toure	Secrétariat	SP-ITIE	338216992	
9.	Paul Dominique Correa	DSC / Estuaries	Member	773037807	

N°	Prénom Nom	Structure	Fonction	Contact	Emargement
10.	Burne DELANOUÉ	ECCO SA	P.C.A	77332.72.72	
11.	Païssa Pior	SGE	Directeur	777 401 404	
12.	Tamoussou Faye	Assemblée Nationale	Président de la Com. Développement	7764662880	
13.	Mokar Diop	Socuar	DRSE	776399056	
14.	Gargui FALL	IGRT/NEFR	Président	768536194	
15.	Jean. F. Faye	ITIC	C. Com.	772885252	
16.	Mbeuda Fall Niang	DRG	Ing Géologue	775602222	
17.	Jenique Noustrophe K&F	ONECA-Spad	Expert. Géologie	778394419	
18.	Raymond SAGNA	JNG/MND	Chf Division	776593044	
19.	Flor FALL	DDDD/DIRC	Chf Bureau	778190338	
20.	Caouma N'Dang	ARIS	Administrateur	776549904	

N°	Prénom Nom	Structure	Fonction	Contact	Emargement
21.	Ismaïle Madiou FALL	Best OUYME	Président	9756905575	
22.	Marième Ndioro	SP ITIE	AP	778342172	
23.					
24.					
25.					
26.					
27.					
28.					
29.					
30.					
31.					
32.					